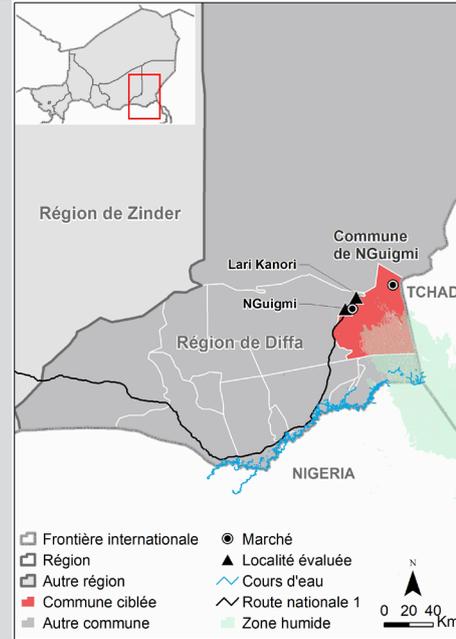


Dans le contexte de la crise de déplacement dans la région de Diffa, le Cash Working Group (CWG) a souhaité réaliser une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel afin d'informer la stratégie de la communauté humanitaire et du CWG en particulier. Cette évaluation a couvert quatre aspects : la capacité des marchés ; la protection des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; les capacités et limites des prestataires de services financiers et les capacités et défis des organismes de mise en œuvre¹. L'analyse de ces aspects a permis d'identifier les risques et opportunités du transfert monétaire dans la région de Diffa et de formuler des recommandations à l'échelle de la région et de chaque commune. La collecte de données a été réalisée entre le 08 avril et le 08 mai 2019 et a couvert 45 marchés répartis dans toutes les communes hormis Bosso pour des raisons sécuritaires et 21 localités dans lesquelles des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec les populations déplacées et non déplacées. **Cette fiche d'information concerne les résultats de la commune de N'Guigmi² où l'évaluation a couvert deux marchés :**

Bilabrin et N'Guigmi et deux localités : N'Guigmi et Lari Kanori.

Pour évaluer la capacité des marchés, des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec un IC gestionnaire de marchés³ dans chacun des 2 marchés et des entretiens individuels avec 10 commerçants et 4 transporteurs.

Pour évaluer l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires, dans chacune des deux localités évaluées, des entretiens ont été réalisés avec 2 informateurs clés dont un parmi la population non déplacée (chef de village/quartier) et un parmi la population déplacée (chef de communauté des déplacés). En plus, 8 groupes de discussion ont été réalisés dans cette commune dont 4 groupes dans chaque localité, répartis comme suit : un groupe de discussion avec les hommes déplacés ; un groupe de discussion avec les femmes déplacées ; un groupe de discussion avec les hommes non déplacés et un groupe de discussion avec les femmes non déplacées⁴.



Capacité des marchés

Accessibilité des marchés

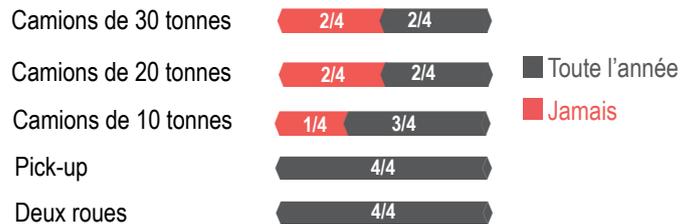
Types d'infrastructures disponibles pour l'accès aux marchés selon les IC gestionnaires de marchés :

Les IC gestionnaires de marchés ont rapporté que le marché de N'Guigmi est accessible à la fois par **une piste non aménagée et une piste**. Quant au marché de Bilabrin, il est accessible uniquement par **une piste**.

Principales entraves pour l'accès aux marchés pour les populations et les commerçants selon les IC gestionnaires de marchés :

- Mauvais état des infrastructures de transport
- Incidents de sécurité
- Moyens de transport limités
- Conditions météorologiques (crues etc.)

Périodes de l'année pendant lesquelles les véhicules de transport de marchandises accèdent aux marchés selon les transporteurs - par nombre de transporteurs :



Selon les groupes de discussion, les marchés de la commune sont physiquement accessibles à la majorité de la population malgré le mauvais état des infrastructures. Cependant, certaines catégories à besoins spécifiques comme les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont plus de difficultés d'accès que d'autres aux marchés. De plus, les femmes en particulier craignent les attaques/enlèvements sur les chemins d'accès aux marchés.

Régularité / animation des marchés

Evolution du nombre de commerçants dans les marchés pendant les 6 mois précédant l'évaluation selon les IC gestionnaires de marchés :

Le nombre de commerçants a augmenté pendant les 6 mois précédant l'évaluation dans le marché de Bilabrin et a diminué dans le marché de N'Guigmi. Dans ce dernier marché, les raisons de la diminution du nombre de commerçants sont d'après l'IC :

- Les conditions météorologiques
- Le problème d'approvisionnement des produits

Selon les deux IC gestionnaires de marchés, les marchés fonctionnent de manière régulière toute l'année malgré les périodes de hausse/baisse des prix et la disponibilité des produits céréaliers en fonction de la saisonnalité.

Selon les groupes de discussion, les marchés fonctionnent de manière régulière en termes d'ouverture avec un respect des jours d'ouverture hebdomadaire. Cependant, il existe des périodes pendant lesquelles les marchés sont moins fonctionnels selon la perception des populations :

- La saison sèche caractérisée par la transhumance, l'indisponibilité de certains produits saisonniers et la hausse des prix.
- La saison pluvieuse pendant laquelle le marché peut être difficilement accessible aux populations et à certains véhicules de transport.

Stockage des produits

Evolution de l'état des infrastructures de stockage cette année par rapport à l'année passée selon les IC gestionnaires de marchés :

Bilabrin	N'Guigmi
Amélioré	Pas de changement

Principaux lieux de stockage habituels des produits chez les commerçants qui ont recours au stockage de produits⁵ :

1. Dans mon magasin au marché
2. A mon domicile

La monnaie et le taux de change

Principales monnaies utilisées par les commerçants interrogés, par nombre de commerçants⁵ :

Naira	10/10
FCFA Ouest	10/10
FCFA Centre	9/10

Existence de difficultés liées au taux de change selon les IC gestionnaires de marchés :

Bilabrin	N'Guigmi
Oui	Oui
Difficultés liées au taux de change :	
Taux de change instable	
Baisse de la valeur de la monnaie	
Commissions élevées/instables	

Offre de produits alimentaires et non alimentaires

Selon les IC gestionnaires de marchés, les produits suivants sont disponibles dans tous les deux marchés (Bilabrin et Nguigmi) pendant les 6 mois qui précèdent l'évaluation :

	Mil	Maïs	Huile	Riz	Niébé	Bidons	Bâches	Marmites	Nattes	Couverture/vêtements	Articles scolaires
Provenance des produits selon les IC gestionnaires de marchés :	Nigeria	Tchad	Région de Zinder	Région de Diffa	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
	Région de Diffa			Région de Zinder	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Zinder
				Région de Maradi	Tchad			Région de Maradi	Région de Maradi	Tchad	Région de Diffa

Evolution du niveau de l'offre de produits alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés:

	Bilabrin	N'Guigmi
Mil	Augmenté	Baissé
Riz	Identique	Augmenté
Maïs	Baissé	Augmenté
Huile	Identique	Identique
Niébé	Augmenté	Augmenté

Evolution du niveau de l'offre de produits non alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés :

	Bilabrin	N'Guigmi
Bidons	Identique	Identique
Bâches	Baissé	Identique
Marmites	Identique	Identique
Nattes	Augmenté	Identique
Couvertures/vêtements	Identique	Identique
Articles scolaires	Identique	Identique

Commercialisation de produits alimentaires et non alimentaires

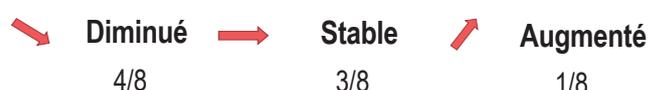
Evolution des ventes de produits alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année passée selon 7 commerçants qui vendent des produits alimentaires - par nombre de commerçants :



Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits alimentaires double et en combien de temps :

Non		0/7
Oui, entre deux semaines et un mois		2/7
Oui, entre une et deux semaines		3/7
Oui, en une semaine ou moins		2/7

Evolution des ventes de produits non alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année passée selon 8 commerçants qui vendent des produits non alimentaires - par nombre de commerçants :

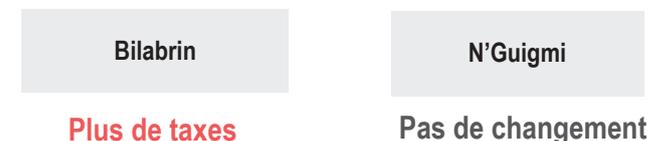


Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits non alimentaires double et en combien de temps :

Non		0/8
Oui, entre deux semaines et un mois		2/8
Oui, entre une et deux semaines		3/8
Oui, en une semaine ou moins		3/8

Evolution des coûts liés à la vente des produits

Evolution du coût du transport au cours de l'année précédant l'évaluation selon les transporteurs interrogés, par nombre de transporteurs :



Principales difficultés auxquelles les commerçants et transporteurs sont confrontés

Principales difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de commerçants⁵ :

1. Mauvais état des routes /coût du transport élevé (8/10)
2. Insécurité (6/10)
3. Faible pouvoir d'achat des clients (4/10)

Fréquence à laquelle les transporteurs interrogés sont confrontés à des incidents de sécurité, par nombre de transporteurs :



Principales difficultés auxquelles les transporteurs sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de transporteurs⁵ :

1. Disponibilité/prix du carburant (4/4)
2. Insécurité/couvre feu (3/4)
2. Postes de contrôle (3/4)

Principales stratégies mises en place par les transporteurs en cas d'insécurité selon les transporteurs⁵ :

- Changement des horaires de transport
- Arrêt du transport

Acceptation du transfert monétaire et protection des bénéficiaires

Acceptation du transfert monétaire

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les IC déplacés et non déplacés :

- Chez la population non déplacée, les deux IC ont rapporté que la population préfère recevoir une assistance en nature
- Chez la population déplacée, l'IC de N'Guigmi a rapporté la préférence pour le transfert monétaire et l'IC de Lari Kanori a déclaré que la population préfère recevoir de l'aide en nature.

Principales raisons pour lesquelles les populations préfèrent recevoir une assistance en nature selon les IC :

1. Parce que les populations n'ont pas besoin d'aller au marché pour acheter des articles (charge de travail et coût pour aller au marché)
2. Parce que la réception de l'argent crée des problèmes au sein des familles et/ou au sein des communautés

Principales dépenses prioritaires effectuées avec l'argent reçu selon les IC et les participants aux groupes de discussion :

1.  Nourriture
2.  Moyens de subsistance (avoirs productifs, activités génératrices de revenus etc.)
3.  Santé /Education

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les IC :

- Selon les IC de la population déplacée, le mari est l'unique décisionnaire sur l'utilisation de l'argent en cas d'aide monétaire.
- Selon les IC de la population non déplacée, les deux conjoints se concertent pour décider de l'utilisation de l'argent.

Protection des bénéficiaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté selon les IC⁵ :

- Soupçons de fraude
- Disputes intercommunautaires
- Discrimination envers certaines catégories de la population

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein des familles selon les IC⁵ :

- Tensions entre coépouses dans les ménages polygames
- Détournement de l'aide monétaire par le mari (utilisation de l'argent selon ses propres besoins au détriment de la famille)
- Remise de l'argent au mari (problème si la remise est contre la volonté de l'épouse récipiendaire)

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les groupes de discussion :

Lors des discussions avec les hommes déplacés et non déplacés à N'Guigmi et Lari Kanori et avec les femmes (déplacées et non déplacées) à Lari Kanori, l'aide en nature a été préférée par les participant(e)s pour ces raisons :

- Selon la perception des participants, l'aide en nature est plus efficace pour satisfaire le besoin prioritaire de nourriture
- Les articles de base jugés chers dans les marchés

Lors des discussions avec les femmes (déplacées et non déplacées) dans la localité de N'Guigmi, le transfert monétaire a été préféré pour ces raisons :

- Le transfert monétaire permet de faire des activités génératrices de revenus (AGR)
- Le transfert monétaire permet de réhausser les revenus du ménage
- Le transfert monétaire permet de dépenser selon les priorités du ménage

En plus du type d'assistance préféré, il a été également demandé aux participants de citer la modalité de distribution préférée (entre espèces/coupons) en cas d'assistance monétaire

Dans la totalité des discussions, les participants ont préféré la distribution en espèces pour ces raisons :

- La distribution en espèces permet de dépenser l'argent selon les priorités et en temps voulu
- La distribution en espèces permet de réaliser des AGR comme le petit commerce et l'achat de ruminants

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les groupes de discussion :

- Selon les femmes déplacées et non déplacées, l'épouse est décisionnaire sur l'utilisation de l'argent car elle est plus en mesure de connaître les besoins de toute la famille
- Selon les hommes non déplacés, les deux conjoints se concertent et d'après les hommes déplacés, le mari a le dernier mot sur les dépenses.

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

Selon les groupes de discussion, le problème le plus important que le transfert monétaire pourrait créer au sein de la communauté est le ciblage qui peut générer des frustrations, des tensions et des disputes intercommunautaires.

Les comités de sages/de plaintes et les autorités locales jouent un rôle important pour la gestion des plaintes et l'apaisement des tensions en cas de problèmes intercommunautaires liés au transfert monétaire.

En ce qui concerne les familles les problèmes potentiels sont les suivants :

- Disputes et frustrations dans les familles polygames si l'une des épouses est récipiendaire de l'argent ou si toute la famille ne profite pas de l'argent reçu.
- Disputes dans les familles monogames entre les deux conjoints car chacun peut penser que l'argent lui appartient (le mari peut exiger que la femme lui remette l'argent si elle est récipiendaire).

☀ Risques sécuritaires pouvant être créés par le transfert monétaire :

Au cours des discussions, les participants ont identifié ces risques sécuritaires liés au transfert monétaire dans la zone :

- Risque de vol au niveau des marchés
- Risque de vol en cas de distributions publiques
- Risque de menaces /agressions des bénéficiaires sur les chemins d'accès aux marchés (particulièrement si les jeunes filles sont envoyées au marché)

Risques/opportunités du transfert monétaire à N'Guigmi et recommandations

Opportunités	Contraintes	Risques	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Majorité des marchés physiquement accessibles aux populations • Ouverture des marchés régulière et marchés animés pendant les jours d'ouverture • Pas de dégradation des infrastructures de stockage • Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires dans la majorité des marchés • Niveau de l'offre de produits alimentaires et non alimentaires stable ou en augmentation dans la majorité des marchés • Majorité des commerçants interrogés en capacité de répondre en deux semaines maximum au cas où la demande double • Diversité des dépenses effectuées avec l'aide monétaire par les populations dont les AGR en particulier qui sont en phase avec l'objectif d'autonomisation des populations • Bureaux d'IMF (notamment Ngada) à N'Guigmi • Présence de points de retrait des agences de transfert d'argent dans la localité de N'Guigmi • Couverture réseau des localités de la commune situées tout au long de la route nationale 1 • Distributions monétaires déjà effectuées à N'Guigmi par des organisations de mise en oeuvre (opportunité de partage d'expériences) 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès restreint des gros véhicules de transport de marchandises aux marchés (camions de 30 tonnes et de 20 tonnes) • Les postes de contrôle et les incidents sécuritaires peuvent dissuader l'accès aux marchés • Mauvais état des infrastructures de transport pour l'accès aux marchés • Les contraintes de sécurité et le couvre-feu impactent les activités des commerçants et des transporteurs : l'approvisionnement des produits, le transport de marchandises, la fréquentation des marchés etc. • Populations interrogées plus favorables à l'aide en nature qu'au transfert monétaire • Perturbation des réseaux de communication qui ralentit les activités de transfert d'argent • Les personnes qui détiennent un téléphone portable font face à des difficultés telles que la recharge en raison des coupures d'électricité ou la non électrification de certaines localités • Certaines localités de N'Guigmi ayant connu des incidents sécuritaires pourraient être inaccessibles aux organisations de mise en oeuvre et aux équipes mobiles des prestataires financiers • Problème de disponibilité des espèces au niveau des banques commerciales qui gèrent les fonds des IMF et des opérateurs téléphoniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Vols, attaques et enlèvements sur les chemins d'accès aux marchés • Vol de l'argent au niveau des marchés • Menaces /agressions des bénéficiaires sur les chemins d'accès aux marchés • Perte/arnaque sur les frais de commissions et/ou sur le taux de change • Tensions au sein des familles : tensions entre coépouses dans les familles polygames, détournement de l'argent reçu par le mari etc. • Tensions au sein de la communauté : disputes intercommunautaires, contestation du ciblage et soupçons de fraude • Extorsion de fonds par les groupes armés non étatiques après la récupération de l'aide par les bénéficiaires • Menaces sur les organismes de mise en oeuvre, les prestataires financiers et les bénéficiaires par les groupes armés • Déplacement fréquent des populations : risque de recensement secondaire qui permet à certains déplacés de bénéficier de plusieurs aides en même temps au détriment d'autres personnes • Risque que les prestataires financiers ne disposent pas des ressources humaines, logistiques et financières pour répondre à une très forte demande de transfert monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi régulier de l'évolution du taux de change CFA/Naira et sensibilisation des bénéficiaires pour éviter le risque d'arnaque sur le taux de change • Plus de sensibilisation auprès des leaders communautaires et des populations sur les bénéfices du transfert monétaire, le ciblage, et les moyens d'éviter les risques de tensions familiales et intercommunautaires • Plus de sensibilisation des bénéficiaires sur les mesures de sécurité après la réception des espèces • Implication des commerçants dans les activités de sensibilisation • Ciblage rigoureux (allonger la durée du ciblage) afin que l'aide profite aux plus vulnérables • Meilleure coordination entre les acteurs qui mettent en oeuvre le transfert monétaire : partage des planning de distribution pour une meilleure coordination des activités/ partage d'expériences et de bonnes pratiques via le CWG multisectoriel • Association du cluster protection via le CWG pour une meilleure implication des acteurs de protection dans la sensibilisation communautaire avant l'assistance monétaire • Elaborer un panier de dépenses minimum pour le transfert monétaire multisectoriel et définir des critères d'ajustement du montant en vigueur pour les activités de sécurité alimentaire (32 500 FCFA) • Etude plus approfondie sur les localités ciblées à N'Guigmi avant chaque programme de transfert monétaire pour déterminer la modalité de distribution la plus appropriée (espèces/ coupons) et le type de prestataire financier à solliciter

1 Les organismes de mise en oeuvre sont les agences de l'Etat (Files sociaux et Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises), les Agences des Nations Unies et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui mettent en oeuvre des programmes de transfert monétaire dans la région de Diffa

2 Cette fiche d'information présente les résultats de la commune de N'Guigmi relatifs à la capacité des marchés et à l'acceptation du transfert monétaire et à la protection des bénéficiaires. Les résultats sur les capacités et défis des prestataires financiers et des organisations de mise en oeuvre sont disponibles dans la fiche d'information des résultats de l'évaluation pour la région de Diffa

3 Points focaux de divers profils bien renseignés sur le fonctionnement des marchés (personnel de la mairie, responsable d'association de commerçants etc.)

4 Comme les informations sont fournies par IC et des groupes de discussion, les résultats sont indicatifs de la situation des marchés et des villages évalués et non représentatifs.

5 Question à choix multiple